



# GROUPE INTERSUD

FACILITATEUR DE CHIFFRE D'AFFAIRES

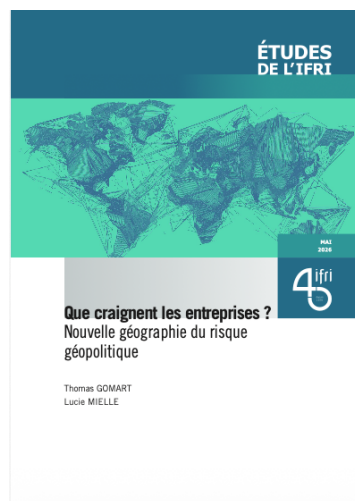
## Lettre d'information n°112-Juillet 2026

*Cette lettre vous est proposée par INTERSUD, AFRECO, G2C et GCI et sera diffusée à leurs fidèles clients*

### Géopolitique, climat, IA : les trois défis des entreprises

*L'actualité de ces derniers mois est, sans conteste, extrêmement chaude, dans tous les sens du terme. Comment les conflits, les canicules mais aussi les nouveaux développements de l'IA générative impactent-ils les entreprises ? Comment évaluer les risques qu'ils leur font courir ? Trois études éclairent le sujet.*

Comment les 100 plus grandes entreprises mondiales perçoivent-elles et intègrent-elles le risque géopolitique dans leur stratégie globale ? Telle est la question que s'est posée l'IFRI, l'Institut français des relations internationales dans [une étude publiée en mai dernier](#). Pour la réaliser, les experts ont utilisé l'intelligence artificielle pour passer au crible leurs rapports annuels. Il en résulte plusieurs conclusions intéressantes.



- Autrefois considéré comme une variable exogène, le risque géopolitique est désormais intégré à la stratégie des entreprises multinationales. C'est un fait devenu évident pour elles : **sécurité et économie** sont intrinsèquement liés.

-La géopolitique ne se limite pas à l'impact, pour une entreprise donnée, des conflits et des rapports de force politiques dans le monde. Aujourd'hui, elle intègre également **la dimension climatique** mais aussi le rôle de **l'intelligence artificielle**. Cette dernière s'est en effet érigée en infrastructure incontournable dont la disponibilité et le contrôle sont tout aussi stratégiques, ou presque, que celui des oléoducs ou des réseaux électriques.

-Selon leur **localisation géographique**, les grandes entreprises mondiales n'ont pas la même définition de la menace géopolitique. Aux Etats-Unis, le maintien de l'hégémonie américaine et les préoccupations de sécurité nationale sont primordiales. En Europe, la stabilité et le respect des règles des échanges est un élément important pour les grandes firmes qui s'inquiètent aussi de leur dépendance technologique. Les géants chinois perçoivent l'ordre mondial actuel comme hostile et cherchent à le remodeler, tout en renforçant leur conformité pour éviter les sanctions occidentales. Enfin, les quelques entreprises indiennes et saoudiennes présentes dans le top 100 voient la fragmentation mondiale comme une opportunité structurelle pour attirer les investissements et « réimaginer le futur ».

-Le risque géopolitique ne frappe pas tous **les secteurs** de la même manière. Celui de l'énergie est, bien entendu, l'un des plus exposés, et ce, de longue date. Ici, le risque est physique et immédiat : sabotage de pipelines, blocage de détroits comme celui d'Ormuz, expropriations, boycott d'un pays producteur. La guerre en Iran l'illustre parfaitement. Mais d'autres industries sont concernées. Celle de la **finance** peut être fragilisée par « la guerre du droit » (le « lawfare »), autrement dit l'utilisation de moyens juridiques permettant à un acteur de ne pas respecter ce que l'on pensait être ses engagements. Autre risque : l'extraterritorialité des sanctions américaines, qui soumet les acteurs extra-américains à un risque constant. Cette situation a d'ores et déjà coûté très cher à certains acteurs français. L'industrie **pharmaceutique**, de son côté, est très dépendante de l'Asie pour certaines molécules, et il en va de même en matière **technologique** : la production de semi-conducteurs est concentrée à Taïwan, par exemple. De même, la place occupée par une entreprise dans la hiérarchie de l'IA dépend de son accès aux puces de pointe (notamment celles de l'américain NVIDIA) et à la capacité de calcul.

-Si **le changement climatique** est clairement compris comme un risque géopolitique par les grandes firmes internationales, en raison des implications multiples qu'il comporte -problèmes d'approvisionnement, renchérissement des coûts, difficultés d'acheminement, etc.-, « le risque géopolitique absorbe le présent, tandis que la menace climatique est majoritairement renvoyée au moyen et long terme (2030, 2050) », constate l'Ifri.

-Enfin, « **l'intelligence artificielle** (IA) émerge comme une troisième dimension du risque. Elle n'est plus un simple outil mais une infrastructure stratégique qui amplifie les fractures existantes », écrivent les auteurs. La récente décision de Donald Trump

d'interdire à tout citoyen non-américain l'usage des derniers modèles développés par la société Anthropic illustre parfaitement comment l'IA devient une arme géopolitique.

Bien appréhender le risque géopolitique pour son entreprise, mais aussi pour ses partenaires, devient donc primordial. Mais il convient également de comprendre la lecture qu'en font les entreprises avec lesquelles on noue des relations commerciales : elle dépend fortement de leur implantation géographique et de leur secteur d'activité. Ce risque, toutefois, peut être **un levier d'opportunité**, relèvent les auteurs. Ils citent Microsoft, qui a transformé les exigences de localisation des données (comme le RGPD en Europe) en un avantage concurrentiel en investissant massivement dans des offres de « cloud souverain » répondant aux besoins spécifiques de résidence des données des gouvernements. De son côté, Texas Instruments utilise sa production majoritairement internalisée aux États-Unis pour proposer une « capacité géopolitiquement fiable », faisant de la proximité géographique un argument de vente stratégique face à l'anxiété liée aux ruptures d'approvisionnement.

## Canicules, inondations, des effets à long terme

Le rapport de l'IFRI le constate : à un horizon de deux ans, les risques environnementaux reculent dans les préoccupations du T100 mondial derrière les chocs géopolitiques, même s'ils redeviennent dominants à un horizon de dix ans. Ils sont pourtant extrêmement élevés. On les divise, en général, en deux dimensions :

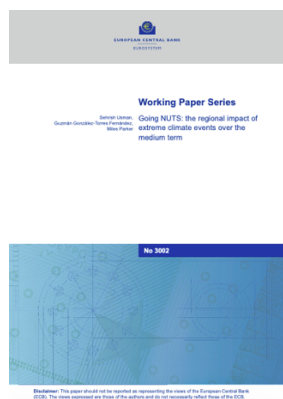
-le risque physique, autrement dit les pertes directes causées par des événements météorologiques extrêmes (tempêtes, inondations, canicules) qui menacent l'intégrité des installations physiques.

-le risque de transition, c'est-à-dire les bouleversements économiques et financiers induits par le passage à une économie bas-carbone, incluant les changements de comportement des consommateurs et les évolutions réglementaires.



A lui seul, le risque « canicule » est extrêmement important. La récente étude [d'Allianz Trade](#), publiée juste après l'épisode caniculaire du mois de mai, le monte. Pour mémoire,

elle estime que « si les cinq années les plus chaudes de la dernière décennie étaient répliquées sur la période 2026-2030 », la perte de produit intérieur brut (PIB) s'élèverait à 5-7% pour les économies les plus exposées : **240 milliards de dollars pour la France**, 345 pour le Japon, 147 pour l'Italie, 131 pour l'Allemagne et 120 pour l'Espagne. En outre, les canicules diminuent la rentabilité des investissements productifs et entraînent une baisse de ces derniers, qu'Allianz Trade estime à **8%** en moyenne. L'atonie de la consommation et de la productivité se traduisent par une diminution des recettes fiscales, évaluée à **1.8%** en France, 1.3% en Italie et en Espagne et 0.7% en Allemagne.



En 2024, [la BCE \(Banque centrale européenne\)](#) s'était elle-aussi penchée sur les mécanismes économiques déclenchés par « les évènements climatiques extrêmes » (tempête, canicule, inondation, etc.). Surprise : elle a constaté que ces effets n'étaient pas seulement de court terme, comme on le pensait en général jusqu'alors. Ils induisent des changements dans les stratégies « d'investissement, d'offre de travail – des déménagements peuvent suivre une vague de chaleur ou une inondation-, et de productivité qui prolongent l'impact économique sur le moyen terme », estime-t-elle. Ainsi, quatre ans après une canicule estivale, « la production est **de 1,4%** plus basse » ! Ce chiffre atteint 2,4% pour une sécheresse.

D'où l'importance de bien mesurer le risque climatique, à l'échelle des nations bien entendu, mais également des stratégies d'entreprise. Car, comme conclut l'Ifri, penser que le climat est un problème que l'on règlera plus tard expose les entreprises à des ajustements brutaux si les effets climatiques s'imposent plus rapidement que prévu par les modèles de long terme.

De ces trois rapports, une conclusion s'impose à tous les credit manager : avant de conclure des marchés importants, évaluer les risques géopolitiques auxquels s'exposent leurs partenaires est primordial. Les analystes du groupe Intersud sont à votre disposition pour vous y aider.

**Intersud**



04 91 19 02 00

**Afreco-G2C**



04 72 88 69 00

**GCI**



04 37 69 71 50